Point de vue sur la rencontre à Bruxelles entre l'Ombudsman et la diaspora

@rib News, 30/04/2012Le MÃ©diateur de la RÃ©publique du Burundi va Ã la rencontre des Burundais de la Diaspora et les rassure.Par Innocent BanoCe samedi 28 avril 2012 Ã Bruxelles, les Burundais de la Diaspora vivant dans le Benelux et aux environs ont eu lâ€™occasion de rencontrer lâ€™Ombudsman de la RÃ©publique du Burundi Honorable Mohamed Rukara venu leur transmettre ses propres salutations, leur prÃ©senter la raison dâ€™Ãªtre et les rÃ©alisations de lâ€™institution de lâ€™Ombudsman depuis sa mise en place, et enfin lesÂ Ã©couter. Une rencontre inÃ©dite au vu du nombre de Burundais ven lâ€™Ã©couter et de lâ€™ambiance qui y rÃ©gnait. Les enceintes de lâ€™Ambassade du Burundi Ã Bruxelles Ã©taient pleines les applaudissements incessants.

Sans pour autant minimiser les autres sÃ©quences de cet Ã©vÃ©nement, la session de questions-rÃ©ponses ouvertes entre lâ€™assemblÃ©e et lâ€™Ombudsman fut particuliÃ¨rement remarquable. Parmi ces questions, lâ€™on retiendra surtout celles Ã la problÃ©matique ethnique Ã travers la diabolisation dâ€™autrui, aux dirigeants de lâ€™opposition en exil aprÃ¨s les Ã©lec 2010 et Ã un Ã©ventuel dialogue avec eux, aux propos du PrÃ©sident de la Commission Nationale Terres et Biens (CNTB) Mgr SÃ©rapion Bambonanire, Ã lâ€™acquisition et au prix du passeport, Ã lâ€™Office Burundais des Recettes (OBR), et enfin lâ€™intervention de lâ€™Ombudsman face aux Burundais qui sont expulsÃ©s des territoires europÃ©ens.Â«Â Les Burundais d changer de mentalitÃ©Â en faisant la relecture de leur propre histoire Â» a soulignÃ© lâ€™Honorable Rukara avec un esprit ouvert, en indiquant que lâ€™injustice sociale a Ã©tÃ© Ã la base de toutes les dÃ©rives. Lâ€™Ombudsman a invitÃ© les Buru diaspora Ã ne pas se laisser embourber dans la logique ethnique, car lâ€™Ã©volution politique actuelle a dÃ©montrÃ© que les prÃ©occupations des Burundais Ã©taient autres. Prenant en exemple son propre parcours, il a dÃ©montrÃ© que le problÃ¨me ne fut jamais ethnique, mais quâ€™il relevait dâ€™une violence structurelle, et que sa mission lâ€™appelle Ã relever ce dÃ©fi indÃ©pendance. La diabolisation par la gÃ©nÃ©ralisation ethnique et politique nâ€™est plus dâ€™actualitÃ© au Burundi. Le cr individuel, et la sanction doit aussi lâ€™Ãªtre. Ainsi la politisation des crimes est inacceptable si lâ€™on veut la rÃ©conciliation d Burundais. Ceux qui prendraient ce prÃ©texte pour prÃªcher encore la guerre au Burundi joueraient perdants. La paix retrouvÃ©e est un bien prÃ©cieux que tout Burundais doit prÃ©server soigneusement. Â«Â Nous avons tous payÃ©. Il nâ€™y a une personne, pas une famille au Burundi qui nâ€™a pas perdu un proche pendant la guerre. Qui chercherait donc Ã replonger dans la guerreÂ ?Â Â», a-t-il martelÃ©. En sâ€™Ã©rigeant contre toute parole qui viserait Ã diviser, lâ€™Ombudsma profitÃ© pour inviter les Burundais de la diaspora Ã appuyer les efforts de paix et Ã renforcer lâ€™unitÃ© oÃ¹ quâ€™ils se trou sujet des dirigeants de lâ€™opposition burundaise en exil, lâ€™Ombudsman sâ€™est dit Ã©tonnÃ© de voir que ces partenaires de longue date et amis ne lâ€™ont jamais officiellement contactÃ© en tant quâ€™institution pour lui transmettre leurs dolÃ©anc Pour lui, ces dirigeants sont avant tout des citoyens burundais et la solution Ã leurs revendications ne peut Ãªtre que burundaise. Il a affirmÃ© quâ€™il reste toujours Ã leur disposition sâ€™ils ont la volontÃ© de sâ€™adresser Ã lui. Lâ€™institu lâ€™Ombudsman est lÃ pour promouvoir un dialogue apaisÃ©, et considÃ¨re que ces dirigeants sont des citoyens burundais avant de devenir des politiciens ou des opposants. A dÃ©faut de cette dÃ©marche, lâ€™Honorable Rukara les a invitÃ©s Ã se tourner vers le Forum Permanent du Dialogue des Partis Politiques quâ€™ils ont eux-mÃªmes instituÃ©s. Il sâ€™est dit profondÃ©ment prÃ©occupÃ© de voir ces dirigeants avoir choisi le chemin de lâ€™exil alors que parmi eux, il y en a qui avaient reÃ§u un mandat clair de leur Ã©lectorat en 2010. Â«Â En dÃ©mocratie il nâ€™y a pas de politique de la chaise vide. Nous avo besoin dâ€™une opposition forteÂ Â» a-t-il conclu.Â Par ailleurs, ayant lui-mÃªme connu lâ€™exil, ceci est en effet la derniÃ¨re choses Ã souhaiter Ã autrui. Il les a invitÃ©s avec toutes les assurances Ã rentrer au bercail pour organiser dÃ©mocratiquement leurs troupes et se prÃ©parer aux Ã©lections de 2015. Quant aux inquiÃ©tudesÂ suscitÃ©es par les prop du PrÃ©sident de la Commission Nationale Terres et Autres Biens, Mgr SÃ©rapion, lâ€™Ombudsman a dâ€™abord interpelÃ© ou ceux-lÃ qui voudraient leur donner un caractÃ¨re ethnique en leur signifiant le respect quâ€™il a envers ce membre du clergÃ©. Il a dit que lui-mÃªme ne saurait faire un tel jugement de valeur eu Ã©gard au travail louable de cette commission, car la mission qui lui a Ã©tÃ© confiÃ©e est trÃ¨s dÃ©licate au vu du contexte socio-politique du Burundi. Câ€™est une question touche les droits des Burundais, que ce soient ceux qui se sont vus dÃ©possÃ©dÃ©s, comme ceux qui ont acquis ces terres. Ce travail soulÃ¨ve des vÃ©ritÃ©s souvent paradoxales. La problÃ©matique des terres Â nÃ©cessite donc une approche particuliÃ¨rement prudente et mesurÃ©eÂ ; bref une sagesse et une grande patience. Sur un ton dÃ©tendu, il a rappelÃ© que Â«Â MÃªme Dieu, alors quâ€™il est Dieu, a eu besoin de six jours pour crÃ©er lâ€™homme et la terre.Â Â». Par ailleurs, il a ras lâ€™assemblÃ©e en lâ€™informant que son institution travaille et continuera Ã collaborer Ã©troitement avec la CNTB, dans lâ Â supÃ©rieur de la nation burundaise et ce dans une grande sagesse que reflÃ¨te la composition et la diversitÃ© de ces deux institutions.Â Â Concernant le passeport et son prix jugÃ© Ã©levÃ©, il a reconnu que lâ€™obtention du passeport Ã©tait un dro inaliÃ©nable de tout Burundais. Les Burundais de la diaspora nâ€™ont pas Ã©tÃ© oubliÃ©s et les autoritÃ©s recherchent une s de leur faciliter lâ€™obtention du passeport depuis leur pays de rÃ©sidence. LÂ´ambassade en collaboration avec les autoritÃ© compÃ©tentes tiendra les rÃ©sidents du Benelux informÃ©s de lÂ´Ã©volution et de lÂ´issue de cette affaire. Quant Ã son coÃ» certaines dimensions peuvent lâ€™altÃ©rer telles que la nature du document (passeport biomÃ©trique) et la main dâ€™Å“uvre relative. Par ailleurs, le gouvernement a mis sur pieds des moyens alternatifs pour permettre aux Burundais de maigre revenu de pouvoir voyager. Ainsi des laissez-passer ont Ã©tÃ© mis Ã leur disposition. La rÃ©vision Ã la baisse du coÃ»t du passeport dÃ©pendra de lâ€™Ã©volution de la conjoncture Ã©conomique et des efforts de tout un chacun. Lâ€™institution de lâ€™Ombudsman suit de prÃ¨s ce dossier car la protection des Droits des citoyens demeure le pilier de son existence, a rassurÃ© lâ€™Honorable Rukara. A la question de savoir si lâ€™OBR nâ€™est pas venu crÃ©er des problÃ¨mes plutÃ´t que d rÃ©soudre, lâ€™Ombudsman aÂ informÃ© lâ€™audience que lâ€™Etat burundais, Ã travers lâ€™OBR, a pu rÃ©cupÃ©rer pl FBU au bÃ©nÃ©fice du trÃ©sor public. Il a soulignÃ© que cet office a aussi permis de lutter contre le virus de la corruption qui faisait loi au Burundi. Il a reconnu que le chemin est encore long mais que la mission quâ€™il sâ€™est assignÃ©e se profile de en plus. Parmi ses prÃ©rogatives, lâ€™institution de lâ€™Ombudsman suit avec attention le travail de lâ€™OBR pour Ã©viter t qui viendrait punir le citoyen burundais. Pour ce qui est des critiques nÃ©fastes vis-Ã -vis de lâ€™OBR, il a invitÃ© les gens Ã f la lecture de lâ€™histoire et Ã discerner qui sont ceux qui se plaignent et cherchent Ã dÃ©placer la rÃ©alitÃ©. Il a entre-autre

Ã©voquÃ© le cas des individus Ã revenus Ã©levÃ©s qui auparavant ne payaient pas dâ€™impÃ´t sur ces revenus, et qui se vo aujourdâ€™hui soumis Ã ce devoir citoyen. Pour montrer que personne ne doit Ãªtre exempt de cette obligation, il a prÃ©cisÃ© que mÃªme son institution, et lui-mÃªme en particulier, devront sâ€™y soumettre dÃ¨s que le projet de loi en cours sera adoptÃ©.Avant de clÃ´turer et dâ€™inviter les Burundais de la diaspora Ã sâ€™investir dans les prÃ©paratifs et la cÃ©lÃ©brat cinquantenaire de lâ€™indÃ©pendance, lâ€™Ombudsman a recueilli les dolÃ©ances au sujet des conditions dâ€™expulsion de compatriotes par les Ã‰tats europÃ©ens. Exprimant sa sympathie envers ces Burundais, il sâ€™est engagÃ© Ã prendre conta avec ses partenaires europÃ©ens pour aborder cette question sous un angle de respect des droits humains qui sâ€™appliquent aussi aux Burundais. Du cÃ´tÃ© des membres de la diaspora prÃ©sents, un climat de satisfaction et de gratitud a Ã©tÃ© vivement ressenti. Ils ont chaleureusement remerciÃ© lâ€™Ombudsman et son Ã©quipe pour cette rencontre et la franchise de leurs propos, qui les ont rÃ©confortÃ©s. Ils ont invitÃ© lâ€™Honorable Rukara Ã multiplier de tels contacts afin de renforcer le lien entre la diaspora et la patrie, et ont encouragÃ© les autres personnalitÃ©s et autoritÃ©s burundaises Ã emboiter son pas.